

Cote du document:	<u>EB 2006/89/R.33</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>14 a)</u>
Date:	<u>29 novembre 2006</u>
Distribution:	<u>Restreinte</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

**Rapport du Président concernant une
proposition de dons au titre du guichet
mondial/régional
à des centres internationaux bénéficiant
du soutien du GCRAI**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-neuvième session
Rome, 12-14 décembre 2006

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexes	
I. Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): Programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe	3
II. Bioversity International (IPGRI): Programme d'autonomisation des ruraux pauvres par le renforcement de leur identité, de leurs sources de revenus et de leur sécurité nutritionnelle moyennant l'amélioration de l'emploi et de la commercialisation des espèces négligées et sous-utilisées	12

Sigles et acronymes

ACT	Réseau africain des pratiques agricoles de conservation
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
CIMMYT	Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé
ENSU	Espèces négligées et sous-utilisées
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GFAR	Forum mondial sur la recherche agronomique
IPGRI	Bioversity International
NARES	Systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 9.

Rapport du Président concernant une proposition de dons au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant deux propositions de dons en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 2,9 millions de USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et Bioversity International (IPGRI)¹.
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe du présent rapport
 - I. Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe
 - II. Bioversity International (IPGRI): programme d'autonomisation des ruraux pauvres par le renforcement de leur identité, de leurs sources de revenu et de leur sécurité nutritionnelle moyennant l'amélioration de l'emploi et de la commercialisation d'espèces négligées et sous-utilisées
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2003, sont les suivants:
 - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et
 - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Dans le cadre de ces objectifs stratégiques, les buts spécifiques de l'appui fourni par le FIDA sous la forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans les zones agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoirs locaux/autochtones traditionnels, adaptées aux sexes et de nature à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux actifs productifs (terre et eau, services financiers, main-d'œuvre et technologie) et la gestion productive et durable de ces ressources; d) des politiques propres à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts, et e) l'accès aux marchés d'intrants/de produits et un cadre institutionnel au sein duquel les institutions officielles et informelles, publiques et

¹ Anciennement Institut international des ressources phylogénétiques, depuis le 1^{er} décembre 2006, cet institut se dénommera Bioversity International. Les modifications de forme et de contenu opérationnel proposées à l'IPGRI pour adoption tendent à lui conférer une plus grande réactivité aux points spécifiques soulevés par le programme proposé.

privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le FIDA a également l'intention d'élaborer des approches de réduction de la pauvreté rurale axées sur les produits de base. Enfin, l'établissement d'un réseau consolidé destiné à collecter et diffuser les savoirs aidera le Fonds à forger des liens stratégiques à long terme avec ses partenaires de développement et à multiplier les effets de ses programmes de recherche et de formation agricoles.

6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques ci-après.
7. Le programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe appuiera des travaux de recherche utiles aux pauvres sur des approches novatrices et des options technologiques en vue d'améliorer l'impact au niveau du terrain. Il renforcera aussi les capacités des institutions partenaires et des organisations d'agriculteurs d'Afrique orientale et australe, en introduisant les techniques de l'agriculture de conservation mises au point et adoptées à vaste échelle par les petits agriculteurs d'autres parties du monde. Par conséquent, le programme répond aux deux objectifs a) et b) de la politique en matière de dons décrite au paragraphe 4.
8. Le programme d'autonomisation des ruraux pauvres par le renforcement de leur identité, de leurs sources de revenu et de leur sécurité nutritionnelle moyennant l'amélioration de l'emploi et de la commercialisation d'espèces négligées et sous-utilisées fait écho aux deux objectifs stratégiques du FIDA. Il se rattache au renforcement de la capacité des communautés rurales pauvres de tirer un meilleur parti des cultures qu'elles produisent et consomment grâce à un apport accru de valeur ajoutée après la récolte et un accès amélioré aux marchés.

Deuxième partie – Recommandation

9. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'autonomisation des ruraux pauvres par le renforcement de leur identité, de leurs sources de revenu et de leur sécurité nutritionnelle moyennant l'amélioration de l'emploi et de la commercialisation d'espèces négligées et sous-utilisées, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) à Bioversity International (IPGRI) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par les modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): Programme visant à faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits exploitants pauvres en ressources d'Afrique australe

I. Généralités

1. Les petits agriculteurs d'Afrique australe sont confrontés à la baisse des rendements de leurs cultures. Cette baisse est liée aux labours répétés et au surpâturage qui ont épuisé la matière organique du sol, érodé sa structure et amenuisé sa capacité de rétention d'eau, entraînant une vulnérabilité accrue à la sécheresse. Si l'on ne parvient pas à inverser cette tendance à la déperdition de la matière organique du sol, les moyens de subsistance des petits agriculteurs, en particulier des planteurs de maïs, sont menacés. Deux voies s'offrent aux agriculteurs pour stopper ce phénomène et améliorer la fertilité des sols: l'application d'engrais organiques (par exemple, le fumier) et l'adoption de l'agriculture conservatrice de ressources ou agriculture de conservation. Toutefois, il est généralement difficile de se procurer du fumier et, pour maintenir la matière organique du sol à son niveau optimum, il faut prévoir une application annuelle de 20 tonnes au moins par hectare (soit la quantité de fumier produite annuellement par 20 bovins). L'agriculture de conservation, d'un autre côté, est une option viable à l'efficacité démontrée, exigeant de l'agriculteur qu'il arrête le labour qui dérange le sol afin de favoriser l'accumulation des résidus des récoltes en surface. Ces pratiques protègent le sol des effets cuisants du soleil, améliorent la pénétration de l'eau de pluie et réduisent l'évaporation, le ruissellement et l'érosion du sol. L'agriculture de conservation favorise aussi le développement de la faune et de la flore du sol, ce qui contribue à l'augmentation de la quantité de matière organique et améliore la fertilité du sol et les rendements des cultures.
2. L'agriculture conservatrice de ressources n'est pas une nouveauté en Afrique australe. Dans plusieurs pays, les grands planteurs commerciaux gèrent avec succès depuis un certain temps déjà des systèmes mettant en œuvre ce type d'agriculture. Cependant, bien que la recherche ait démontré les bénéfices de ces systèmes pour les exploitations de petite taille, il n'y a guère eu de recherche participative pour adapter les principes de l'agriculture de conservation aux besoins et à l'échelle de production des petits agriculteurs. Encourager l'adoption de l'agriculture de conservation par les petits agriculteurs demande le déploiement d'efforts intensifs pour adapter le système à leurs conditions. Un problème majeur tant pour les agriculteurs que pour les chercheurs et les agents de vulgarisation est l'ancrage du "labour et des champs propres" dans les mentalités. Il est difficile de convaincre les agriculteurs africains de l'inutilité du labour du sol, pourtant les petits agriculteurs du Brésil, de l'Inde, du Pakistan et du Ghana, n'ont pas été longs à changer d'avis dès qu'ils ont pris conscience des bénéfices économiques et des retombées positives sur les moyens de subsistance. L'adoption de l'agriculture de conservation a permis d'économiser du temps et des efforts (que les familles d'exploitants peuvent consacrer à d'autres activités), et a réduit la vulnérabilité face à la sécheresse. Encourager l'accumulation des résidus des cultures sur la surface du sol est la clé du succès de l'agriculture de conservation mais, en Afrique australe, les systèmes agraires mixtes culture/élevage reposent sur l'utilisation des résidus des récoltes pour l'alimentation animale. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies permettant à ces agriculteurs d'incorporer graduellement l'agriculture de conservation dans le système agraire, une partie des résidus des récoltes servant de paillis dans les champs et une autre étant prélevée pour nourrir les animaux.

3. Dans d'autres pays, où l'agriculture de conservation prospère, son adoption a été facilitée par l'émergence de réseaux fonctionnels associant plusieurs agents, focalisés sur ce système d'agriculture. Ces réseaux ne se sont pas développés spontanément mais ont mobilisé les efforts d'agents catalyseurs – des "champions de l'agriculture de conservation" – qui ont promu la recherche appliquée et les services consultatifs ainsi que la mise au point du matériel agricole modifié adapté à l'agriculture de conservation. Le programme proposé jouera un rôle catalytique en développant des systèmes d'innovation similaires mobilisant plusieurs partenaires qui apporteront leurs compétences respectives en vue de surmonter les problèmes rencontrés par les agriculteurs novateurs.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Les moyens de subsistance des ménages agricoles pauvres d'Afrique australe reposent en grande partie sur l'agriculture de subsistance, avec le maïs comme culture de base comptant pour 50% à 90% de l'apport calorique – en particulier chez les personnes très pauvres. Les sources de revenus non agricoles attirant beaucoup d'hommes loin des exploitations, tous les travaux agricoles, y compris les plus pénibles tels que le travail du sol à la houe, reviennent aux femmes, aux enfants et aux personnes âgées. Cette tendance est encore amplifiée par l'incidence élevée du VIH/sida qui entraîne une augmentation du nombre des ménages dirigés par une femme ou par un enfant. L'introduction de l'agriculture conservatrice de ressources dans les communautés de petits agriculteurs peut réduire ces travaux pénibles, dégagant du temps pour soigner les malades, aller à l'école et chercher d'autres moyens de se procurer des revenus. Toutes ces considérations revêtent de l'importance pour les opérations du FIDA en Afrique subsaharienne. Les technologies liées à l'agriculture de conservation et les méthodologies de validation prometteuses qui promeuvent effectivement l'adoption de cette agriculture seront des éléments clés des futures opérations du FIDA dans la région.

III. Programme proposé

5. Le programme appliquera les principes de l'agriculture de conservation dans des communautés sélectionnées au Malawi, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe pour mettre sur pied un cadre d'agriculteurs, de chercheurs et d'agents de vulgarisation connaissant le système et susceptibles de devenir des "champions de l'agriculture de conservation". Les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES) des pays choisis et plusieurs ONG participeront au programme. Le programme s'appuiera sur le projet en cours d'exécution, financé par le Ministère fédéral allemand de la coopération et du développement économiques, intitulé "Faciliter l'adoption généralisée de l'agriculture conservatrice de ressources dans les systèmes basés sur la culture du maïs en Afrique orientale et australe", qui doit être clôturé au milieu de l'année 2007. L'initiative est en cours d'exécution dans onze communautés, au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, couvrant une gamme variée de conditions biophysiques et socioéconomiques, ce qui la rend extrêmement intéressante pour les bénéficiaires/groupes cibles des projets de prêt financés par le FIDA, en particulier les ménages dirigés par une femme.
6. **Groupe cible.** Les petits planteurs de maïs en Afrique orientale et australe représentent le groupe cible. Le programme sera principalement focalisé sur les communautés pratiquant une agriculture de subsistance et bénéficiant de services de vulgarisation limités.
7. **But global.** Le programme vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages des petits exploitants d'Afrique australe ainsi que leurs moyens de subsistance, tout en conservant et en améliorant les ressources naturelles utiles à l'agriculture.

8. **Objectifs.** Les objectifs du programme sont les suivants: i) permettre l'adoption des pratiques de l'agriculture de conservation adaptées aux conditions des petits agriculteurs pauvres en ressources d'Afrique australe au moyen d'une adaptation participative des technologies; ii) évaluer le degré d'acceptation par les agriculteurs des technologies de l'agriculture de conservation et leur impact sur les moyens de subsistance des ménages, la sécurité alimentaire, la qualité des sols et la productivité des cultures; iii) évaluer l'impact des liens avec le marché sur l'adoption des pratiques de l'agriculture de conservation et des liens et pratiques de production améliorés sur l'intensification et la diversification agricoles; et iv) établir, documenter et élargir les méthodes permettant d'étendre l'utilisation des méthodologies et technologies ayant démontré leur efficacité.
9. Les activités clés du programme sont les suivantes:
- Valider au moyen de démonstrations les meilleures options de l'agriculture conservatrice de ressources dans les systèmes agraires des petits exploitants.
 - Mesurer les effets des pratiques de l'agriculture de conservation sur la qualité des sols, le bilan hydrique des cultures et l'érosion du sol.
 - Réaliser des essais participatifs en exploitation avec les agriculteurs pour résoudre conjointement les problèmes rencontrés sur les parcelles de démonstration de l'agriculture de conservation (avec la génération conjointe de savoirs sur ce type d'agriculture par les agriculteurs et les chercheurs).
 - Évaluer les politiques influençant l'adoption et la pratique de l'agriculture de conservation avec les agriculteurs et les hauts responsables aux niveaux du village, du district, de la province et du pays.
 - Élaborer des budgets de culture et d'exploitation avec l'adoption de l'agriculture de conservation et mesurer l'impact sur la sécurité alimentaire des ménages.
 - Identifier les possibilités de diversification et d'intensification des systèmes en prenant en compte les changements de l'utilisation de la main-d'œuvre entraînés par l'adoption de l'agriculture de conservation.
 - Encourager le partage des connaissances concernant les principes et pratiques de l'agriculture conservatrice de ressources entre les agriculteurs, les agents de vulgarisation, les chercheurs et les autres parties prenantes, par le biais de visites sur le terrain, groupes de travail, formations de courte durée, voyages d'études, bulletins d'information et autres médias.
 - Faire des démonstrations avec le matériel existant (par exemple, les semoirs), l'évaluer et l'adapter aux conditions locales et aux besoins des systèmes d'agriculture de conservation. Catalyser, appuyer et suivre la fabrication locale du matériel adapté à ce type d'agriculture.
 - Établir les procédures d'une évaluation participative annuelle et organiser des réunions pour évaluer les résultats et élaborer des plans de travail.
 - Produire des bulletins techniques et des guides d'aide à la prise de décisions pour améliorer la connaissance de l'agriculture de conservation entre les agents du changement.
 - Élaborer des notes d'orientation à l'intention des responsables administratifs du niveau local et des échelons du district, de la province

et du pays, à l'issue de débats avec les agriculteurs, les hauts responsables et les parties prenantes.

- Organiser un atelier régional final pour identifier les enseignements clés et étendre la diffusion de l'information élaborée par le programme.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. **Résultat 1.** Les techniques de l'agriculture de conservation, et les technologies et systèmes correspondants adaptés aux conditions des petits agriculteurs pauvres en ressources gérant des systèmes basés sur la culture du maïs, sont évalués et développés au moyen d'activités participatives associant les agriculteurs et les autres parties prenantes.
11. **Résultat 2.** L'impact actuel et potentiel des systèmes d'agriculture conservatrice de ressources sur la productivité des terres, la main-d'œuvre et le capital; sur la vulnérabilité face aux risques; sur la pérennité; et sur les moyens de subsistance des petits agriculteurs pauvres en ressources, est évalué.
12. **Résultat 3.** Les liens entre les petits agriculteurs des communautés ciblées et les commerçants fournissant les intrants et achetant la production, sont évalués et renforcés afin de faciliter l'adoption de l'agriculture de conservation et l'intensification et la diversification du système de production.
13. **Résultat 4.** On a renforcé la capacité des partenaires locaux de conduire des activités participatives de recherche et développement sur l'agriculture de conservation avec plusieurs parties prenantes au sein de réseaux d'innovation focalisés sur les besoins des petits agriculteurs, et de faciliter et promouvoir les échanges entre agriculteurs.
14. **Résultat 5.** Les résultats du programme et les impacts (a posteriori) potentiels des pratiques de l'agriculture de conservation sur les petits agriculteurs pauvres en ressources sont synthétisés, évalués et communiqués aux multiples parties prenantes nationales et internationales en vue d'appuyer un élargissement horizontal et vertical.

V. Dispositions relatives à l'exécution

15. Le CIMMYT, le Réseau africain des pratiques agricoles de conservation (ACT), l'Institut sur la biologie et la fertilité des sols tropicaux (TSBF) du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), et les NARES du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe, y compris les ONG nationales et internationales (par exemple, Development Aid from People to People au Zimbabwe et Total Land Care au Malawi, et d'autres qu'il reste à identifier) collaboreront à l'exécution du programme.
16. Le CIMMYT sera chargé des tâches suivantes:
 - diriger, coordonner, suivre et appuyer les activités et les partenaires du programme;
 - catalyser et appuyer les réseaux d'innovation locaux et régionaux, renforcer la capacité des scientifiques des NARES de diriger des systèmes de recherche appliquée participative et d'innovation sur l'agriculture de conservation, et d'y participer;
 - être le chef de file de l'évaluation de l'impact des pratiques de l'agriculture conservatrice de ressources sur les moyens de subsistance des familles d'agriculteurs et l'environnement;

- assurer la liaison avec les organisations régionales importantes telles que le Forum mondial sur la recherche agronomique, le programme Implementation and Coordination of Agricultural research and Training de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Centre international pour la recherche en agroforesterie et l'institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides.
17. Le CIAT/TSBF suivra l'évolution de la fertilité des sols sur les sites du programme et prendra la direction de l'application des modèles de simulation sol/culture aux fins de l'estimation des effets de l'agriculture de conservation aux niveaux du bassin versant, de la province et du pays. Le réseau ACT se chargera de synthétiser et publier l'information relative à l'agriculture conservatrice de ressources, sous la forme de notes d'information et de bulletins techniques. En outre, le réseau ACT facilitera les liens avec les activités réalisées dans la région sur l'agriculture de conservation, notamment le projet "Agriculture conservatrice de ressources pour une agriculture et un développement rural durables" de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Office allemand de la coopération technique, exécuté au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie.
18. Les NARES (y compris les universités et les ONG) des quatre pays cibles seront associés à la supervision et l'organisation des parcelles de démonstration gérées par les agriculteurs dans les communautés cibles. De plus, les NARES animeront et suivront les expérimentations des agriculteurs sur l'agriculture de conservation, conduiront des recherches en exploitation pour identifier des solutions aux problèmes rencontrés dans les parcelles de démonstration, et faciliteront l'échange entre agriculteurs sur la gestion des systèmes d'agriculture de conservation.

Suivi et évaluation, dispositions relatives à l'élaboration des rapports

19. Le CIMMYT sera responsable de la gestion technique et financière et de l'élaboration des rapports correspondants, conformément aux exigences du FIDA. Au démarrage, des réunions d'agriculteurs seront organisées dans chaque communauté pour définir les critères de suivi et évaluation. Les groupements d'agriculteurs, qui compteront des femmes et des jeunes, se réuniront mensuellement pour suivre, examiner et évaluer les parcelles de démonstration et les expérimentations des agriculteurs. Leurs observations seront relevées par les animateurs des NARES et présentées aux réunions nationales annuelles d'évaluation et de planification du personnel technique. Des rapports annuels seront préparés au niveau national puis seront agrégés en rapports d'activité du programme recensant les principaux résultats, les problèmes rencontrés et les succès.
20. Pour la supervision du programme, on établira un comité de pilotage composé de représentants des principales parties prenantes (y compris les NARES, les ONG, les institutions participantes et les donateurs). Le FIDA sera représenté par du personnel de la Division consultative technique et/ou de la Division Afrique orientale et australe accompagné d'observateurs invités provenant de projets de développement de la région. La supervision du FIDA sera assurée par le biais de sa participation régulière à la réunion annuelle du comité de pilotage, et de visites additionnelles des sites du projet par du personnel de la Division consultative technique et/ou de la Division Afrique orientale et australe et/ou des consultants si le FIDA le juge nécessaire. Le coût de la participation du personnel ou des consultants du FIDA aux réunions du comité de pilotage ou aux activités de supervision ne sera pas financé sur les fonds du don.

VI. Coûts indicatifs et financement du programme

21. Un don du FIDA, d'un montant de 1,5 million de USD est demandé. Le budget ci-dessous repose sur l'hypothèse d'un démarrage du programme au milieu de l'année 2007 pour une période de trois ans. La gestion financière se conformera aux procédures opérationnelles standard en vigueur au CIMMYT, dans la mesure où il s'agit d'un centre du GCRAI appliquant les directives fixées à l'échelle du système du GCRAI pour les passations de marché relatives aux biens et services. Les rapports techniques et financiers se conformeront aux exigences stipulées dans l'accord de financement standard entre le FIDA et les centres internationaux de recherche agricole.

Sources de financement du programme

(en milliers de USD)

Catégorie	FIDA	Autres projets ²	NARES	CIMMYT	Total
Personnel	600	90	50	52	792
Voyages	90	20	20	7	137
Matériel	20	5	10	2	37
Infrastructures	0	0	50	0	50
Opérations sur le terrain et fournitures	500	75	0	43	618
Atelier, formation et publications	90	25	5	8	128
Administration	200	54	0	0	254
Total	1 500	269	135	112	2 016

22. La gouvernance du programme reposera sur la participation active des communautés sélectionnées et sera en prise sur les besoins qu'elles auront exprimés. Ces éléments seront valorisés par un groupe de contact national des parties prenantes dans chaque pays, composé de représentants des projets du FIDA concernés, de l'association nationale des agriculteurs, des principales ONG de développement rural et des organisations de recherche et vulgarisation agricoles.

² Les projets CIAT/TSBF financés au titre du Sub-Saharan Challenge Programme du GCRAI et par le Gouvernement autrichien.

Logical Framework

<i>Narrative summary</i>	<i>Objectively verifiable indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Assumptions</i>
GOAL			
Goal. To increase the household food security of smallholder farm families in southern Africa and enhance their livelihoods while conserving and improving the natural resources dedicated to agriculture	Reduced number of hungry months for participating households	Impact assessment survey	Absence of severe drought, political or institutional crises
	Participating farmers report initial signs of improvement in their livelihoods	Project reports/evaluation	
	Soil quality has improved on the farms of participating farmers		
PURPOSE			
Purpose. To establish functioning pilot communities practicing conservation agriculture as learning and scaling up nodes for innovation networks and investment projects	Farmers in each of at least 3 communities in each target country practice and understand conservation agriculture, and are adept at explaining conservation agriculture to other farmers	Project reports/evaluation, farmer field days and final surveys	There is institutional support for win-win livelihoods enhancement/ sustainable resource management development options in the target countries
	Technologies and knowledge from the project shared with investment projects in Malawi, Mozambique and Zambia	Grant project and investment project reports	
OBJECTIVES/OUTPUTS			
Objective 1. Enable the adoption of conservation agriculture practices adapted to the circumstances of smallholder, resource-poor farmers, in representative target communities in Malawi, Mozambique, Zambia and Zimbabwe, through participatory technology adaptation	At least 10 farmers in each of at least 3 communities in each target country practicing conservation agriculture by the end of the project	Project reports/evaluation Final surveys in target communities	Farmers in the target communities do not expect major financial support from the project and are willing to dedicate time to participatory technology development and adaptation
	Technologies and techniques for different components of functional conservation agriculture systems being used by at least 10 farmers in each pilot community	Project reports/evaluation	
Output 1. Conservation agriculture techniques, component technologies and systems adapted to the circumstances of resource-poor smallholder farmers managing maize-based systems evaluated and developed through participatory activities of farmers and other stakeholders			
Objective 2. Assess farmer acceptance and the actual and potential impacts of conservation	Farmer appreciation of conservation agriculture techniques, benefits, limitations to	Annual country reports.	

<i>Narrative summary</i>	<i>Objectively verifiable indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Assumptions</i>
<p>agriculture technologies on farm family livelihoods, food security, soil quality and crop productivity</p> <p>Output 2. The actual and potential impacts of conservation agriculture systems on the productivity of land, labour and capital; risk; sustainability and the livelihoods of resource-poor smallholder farmers assessed</p>	<p>adoption and experiences with conservation agriculture technology assessed annually and necessary modifications incorporated into the ongoing research and demonstration plots</p> <p>Productivity of conservation agriculture technologies on livelihoods, food security, soil fertility, and system productivity quantified</p>	<p>Impact assessment survey report</p> <p>Project reports on soil quality, crop and system productivity in demonstration plots and farmer experiments</p>	
<p>Objective 3. Assess the impact of market linkages on the adoption of conservation agriculture practices, and of improved linkages and production practices on farm intensification and diversification</p>	<p>Diversification and intensification of the production system by innovative farmers in the target communities documented, the reasons for and the benefits of these changes analysed together with collaborating farmers</p>	<p>Impact assessment survey</p>	<p>Local traders are willing to experiment with the sale of new products</p> <p>Markets can be arranged for, initially, small volumes of traditional and non-traditional farm outputs</p>
<p>Output 3. Linkages between smallholder farmers in target communities and input and output traders evaluated and strengthened in order to facilitate the adoption of conservation agriculture and the intensification and diversification of the production system</p>	<p>Farmers practicing conservation agriculture have increased volume of inputs acquired by 10 per cent and produce sold by 20 per cent</p> <p>At least 25 per cent of the farmers practicing conservation agriculture in the target communities have incorporated a new enterprise into their production system</p>		
<p>Objective 4. Establish, document and scale-up methods for scaling-out validated methodologies and technologies</p>	<p>At least three potential methodologies for scaling-up of conservation agriculture technologies evaluated and documented</p>	<p>Project reports</p>	<p>Severe drought or other abnormal weather conditions do not prevail in the target communities in more than one season of the project duration</p>
<p>Output 4. Strengthened capacity of local partners to conduct participatory research and development on conservation agriculture together with multiple stakeholders in innovation networks focused on the needs of smallholder farmers, and to facilitate and foster farmer-to-farmer exchange</p>	<p>All research and development staff associated with the project have enhanced capacity in participatory methods and in innovation system management and participation</p>	<p>Surveys of personnel from multiple organizations participating in the project</p> <p>Project reports</p>	

<i>Narrative summary</i>	<i>Objectively verifiable indicators</i>	<i>Means of verification</i>	<i>Assumptions</i>
	At least one farmer-to-farmer study visit conducted in each target community focusing on the experiments of participating farmers		
Output 5. Project outcomes and the potential (ex ante) impacts of conservation agriculture practices on resource-poor smallholder farmers synthesized, evaluated and communicated to multiple national and international stakeholders to support horizontal and vertical scaling up.	Georeferenced database developed incorporating existing and project-developed agronomic and socio-economic data	Database	
	Conservation agriculture recommendation domains delineated using GIS and updated and refined annually	Maps of conservation agriculture recommendation domains in target countries.	
	At least three technical bulletins and decision guides on the applicability and benefits of conservation agriculture for defined farmer groups published in each target country	Bulletins/decision guides	
	At least one policy brief prepared in each country and discussed with farmers, policy makers and other stakeholders	Policy briefs	
	Project results disseminated through peer-reviewed journal publications and an international conference	Journal articles Workshop Proceedings	

Bioversity International (IPGRI): Programme d'autonomisation des ruraux pauvres par le renforcement de leur identité, de leurs sources de revenus et de leur sécurité nutritionnelle moyennant l'amélioration de l'emploi et de la commercialisation des espèces négligées et sous-utilisées

I. Généralités

1. La sécurité alimentaire des ménages dans les zones marginales pauvres du monde en développement repose encore sur diverses cultures; l'importance de cette diversité n'est pas suffisamment reconnue par la communauté internationale de recherche et de développement. Plus de 50% des besoins mondiaux en protéines et en calories sont couverts par trois cultures seulement: le maïs, le blé et le riz. Or, au fil des générations, plus de 7 000 espèces comestibles ont été utilisées dans le monde entier. Ces espèces tendent à être négligées aujourd'hui parce qu'elles ne sont plus compétitives avec les cultures qui en sont arrivées à dominer l'approvisionnement alimentaire mondial et qui s'appuient sur des systèmes de fourniture de semences, des technologies de production et des technologies post-récolte, un fort courant de recherche et des services de vulgarisation. Des rendements et des normes de qualité médiocres font également partie des facteurs responsables de l'utilisation déclinante, et à la longue de la disparition, des espèces négligées et sous-utilisées (ENSU).
2. Les ENSU présentent des avantages comparatifs par rapport aux grandes cultures du point de vue de leur adaptation aux conditions locales, de leur contribution nutritionnelle, et de leur résistance face aux situations climatiques et autres facteurs hostiles. De plus, leur sauvegarde est importante au regard de la protection des identités locales, des traditions culturelles et des autres types de savoirs intimement liés aux espèces.
3. Pour remettre les ENSU en culture ou porter un coup d'arrêt à leur disparition, il est nécessaire de mettre au point de meilleures technologies de production et technologies post-récolte, d'améliorer leur compétitivité, de créer de nouveaux créneaux et d'élaborer des cadres politiques améliorés. La mobilisation de ces ressources représente un puissant moyen de faire mieux connaître et d'autonomiser les groupes socioéconomiques qui dépendent le plus de ces espèces, à savoir, les pauvres et les marginalisés. Le programme proposé vise à renforcer la capacité de ces groupes de combattre l'insécurité nutritionnelle et la pauvreté. Il vise aussi à ralentir l'appauvrissement culturel silencieux associé, lié à la disparition des savoirs indispensables pour reconnaître, cultiver, entretenir et utiliser les ENSU.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. L'agriculture est fondamentale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle du monde. Le secteur est également le principal employeur des pauvres dans les pays en développement. L'éventail de biodiversité sur lequel repose le monde se rétrécit à vive allure du fait des changements socioéconomiques, des tendances du marché, des modifications du style de vie, etc. qui ont de profondes répercussions sur la vie de chacun, mais plus particulièrement sur celle des pauvres dont les moyens de production ne cessent de s'éroder tandis que leurs options de survie se réduisent.

5. Stimuler la demande pour les cultures que les petits agriculteurs connaissent et dont ils ont l'expérience, fournir à ces agriculteurs des compétences organisationnelles et commerciales et les relier au marché, conduiront à une augmentation des revenus des agriculteurs. Une demande accrue, des marchés performants, des politiques améliorées et la participation d'institutions et de professionnels ayant la capacité de faire avancer la recherche et le développement créeront un environnement favorable à une diffusion plus large et généralisée des résultats permettant au projet d'atteindre son but.
6. L'intérêt croissant suscité par le tourisme écologique est considéré par plusieurs partenaires comme une chance à saisir pour améliorer les revenus des membres des communautés pauvres dans les zones cibles et, en même temps, pour promouvoir la fierté et renforcer l'identité culturelle des communautés en valorisant les ressources en ENSU qu'elles ont sauvegardées. Dans le cadre de ce programme, on examinera les possibilités d'utiliser le tourisme rural pour promouvoir la biodiversité et préserver les savoirs autochtones, et on expérimentera des stratégies permettant de surmonter les limitations observées dans les sites pilotes.
7. Les interventions prévues au titre du programme répondent parfaitement aux objectifs du cadre stratégique du FIDA liés au renforcement des actifs humains, sociaux et productifs et à l'amélioration de l'accès des pauvres au marché. Le programme favorisera également l'autonomisation des pauvres, en particulier celle des femmes, en promouvant les sources de revenus liées aux activités touristiques communautaires. Les résultats du programme appuieront les stratégies régionales du FIDA puisqu'ils porteront sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les mécanismes autosuffisants tels que le microcrédit et les coopératives pour l'autonomisation des communautés et la formation locale à des pratiques efficaces.

III. Programme proposé

8. Le programme, d'une durée de trois ans, vise à contribuer à l'autonomisation des ruraux pauvres, à améliorer les revenus et à renforcer l'identité et la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et des communautés rurales dans le monde entier, grâce à la valorisation et à l'exploitation intégrale de la diversité génétique et culturelle recélée par les ENSU.
9. Les activités proposées sont réparties dans huit domaines thématiques interdépendants:
 - **Domaine 1.** Évaluation et amélioration des sources de revenus liées aux ENSU. Au titre de ces activités, on rassemblera l'information sur les sources de revenus liées aux ENSU et on mettra au point des outils de commercialisation pour stimuler l'offre et la demande. On s'efforcera d'établir des liens de collaboration avec l'Association internationale pour le commerce équitable et le Tradecraft Market Access Centre (dont le siège est au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), dans le cadre du renforcement de la capacité des parties prenantes de se rattacher aux marchés et de bénéficier du commerce équitable.
 - **Domaine 2.** Évaluation de la valeur nutritionnelle des ENSU et élaboration de stratégies pour leur utilisation accrue dans les programmes de nutrition. Les interventions permettront de rassembler les données déjà collectées, au titre des dons et autres projets antérieurs du FIDA, sur le rôle nutritionnel des ENSU et leur impact, en particulier sur les pauvres. On élaborera des stratégies pour promouvoir

les ENSU dans les zones où leur contribution nutritionnelle est particulièrement déterminante.

- **Domaine 3.** Amélioration du capital humain et social des parties prenantes pour qu'elles gèrent les ENSU et tirent des bénéfices de leur utilisation tout en renforçant leur identité locale. Ce domaine couvrira les activités visant à améliorer la capacité des acteurs de la filière de cultiver, transformer, commercialiser, utiliser et promouvoir les ENSU, indépendamment et/ou en partenariat avec d'autres acteurs clés. Les compétences commerciales seront renforcées et l'efficacité des filières améliorée moyennant des formations, le transfert de technologies, et d'autres interventions hautement participatives et inclusives. En ce qui concerne le renforcement des organisations communautaires participant à la gestion des ressources en ENSU, un appui spécifique sera consacré à la définition et la promotion des structures les plus appropriées pour aider les membres des communautés à mieux utiliser les ressources en ENSU. On veillera tout particulièrement à promouvoir la fierté et l'estime de soi des agriculteurs en relation avec l'utilisation améliorée des ENSU, dans la mesure où cette confiance en eux-mêmes est fondamentale pour qu'ils deviennent les acteurs de leur propre développement. Les membres des communautés, en particulier les groupes marginalisés, ont joué un rôle inestimable en préservant la diversité génétique des ENSU et en conservant les savoirs associés. La promotion des valeurs nutritionnelles, culturelles et autres des ENSU est déterminante si l'on veut que ces espèces sortent de leur statut de plante inférieure et de leur marginalisation, et si l'on veut rendre leur fierté aux populations locales qui ont été les gardiennes de ces ressources pendant des générations.
- **Domaine 4.** Étude du rôle du tourisme rural dans la promotion des ENSU. On évaluera l'impact du tourisme rural sur la préservation de la biodiversité et des traditions locales, pour définir les meilleures pratiques, approches et stratégies permettant d'améliorer son éventuelle contribution tout en minimisant ses inconvénients. On améliorera également les capacités des opérateurs du secteur grâce à l'échange des expériences, tant Sud-Sud que Nord-Sud, à des actions d'éducation et à la promotion de meilleures politiques.
- **Domaine 5.** Amélioration de la disponibilité, de la connaissance et de l'entretien de la base de ressources génétiques. Le programme mettra à la disposition des utilisateurs le matériel génétique et les connaissances indispensables dont ils ont besoin pour développer l'utilisation des ENSU dans les systèmes de production. Les activités encourageront également la conservation des espèces cibles et des savoirs autochtones correspondants.
- **Domaine 6.** Promotion des politiques et des cadres juridiques améliorés pour l'utilisation durable et équitable des ENSU. Le don promouvra l'élaboration de politiques propices à l'amélioration des cultures (par exemple, des incitations financières en faveur de la culture des espèces riches au plan nutritionnel), à l'apport de valeur ajoutée (par exemple, des cadres d'appui pour les entreprises de transformation visant à réduire les travaux pénibles dans les communautés), à la commercialisation (par exemple, des mesures moins restrictives pour les exportations des produits des ENSU vers l'Union européenne), à l'éducation (par exemple, inclusion des ENSU dans les programmes scolaires pour apprendre aux étudiants la valeur nutritionnelle et sociale des espèces cibles) ou à l'accès (par exemple, élaboration d'accords de transfert de matériel).

- **Domaine 7.** Promotion de la coopération pour la gestion des ENSU et sensibilisation à l'importance des ENSU dans les moyens de subsistance. Les systèmes de recherche et développement étant aujourd'hui **axés** sur les produits commerciaux, les ENSU ne mobiliseront jamais dans ce domaine une attention comparable à celle dont bénéficient les grandes cultures. Par conséquent, il conviendra d'exploiter la coopération entre les parties prenantes, y compris les acteurs de la filière d'approvisionnement au niveau local, et de faire mieux connaître les ENSU au grand public pour renforcer la pérennité de leur utilisation.
- **Domaine 8.** Mobilisation des appuis et collecte de fonds pour les activités relatives aux ENSU. Ce domaine d'intervention vise à promouvoir l'action en faveur des ENSU, aux niveaux national et international, au-delà de la durée de vie du programme.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. L'impact et les avantages attendus sont les suivants:

- la capacité accrue des membres des communautés de cultiver, commercialiser et utiliser les ENSU, avec des avantages en termes de nutrition et de revenu également sensibles au niveau des ménages pauvres;
- la compétitivité des produits des ENSU, une image et une demande améliorées et des marchés plus efficaces;
- la disponibilité accrue du matériel génétique des variétés les plus adaptées;
- l'amélioration de la conservation de la diversité et la valorisation des savoirs autochtones associés, et la renaissance de la fierté des populations grâce à des initiatives communautaires et/ou régionales/nationales;
- la connaissance de la valeur nutritionnelle et des autres caractères importants des espèces cibles;
- des stratégies de promotion de l'utilisation des espèces cibles;
- un (des) programme(s) de formation sur les aspects économiques des ENSU;
- des organisations communautaires appuyant l'utilisation des ENSU et l'autonomisation des femmes;
- une meilleure compréhension du rôle du tourisme rural dans la conservation et l'utilisation durables de l'agrobiodiversité, et des méthodologies permettant de minimiser les risques et de maximiser les bénéfices associés au tourisme rural;
- une meilleure connaissance du rôle des ENSU, en particulier chez les jeunes générations et parmi les hauts responsables, par exemple au moyen de livres de recettes et de manifestations célébrant les ENSU dans la diversité de leurs goûts, de leurs parfums et de leurs liens culturels;
- l'appui à l'élaboration de cadres politiques et juridiques promouvant les ENSU.
- le renforcement du travail de recherche et développement en réseau sur les ENSU.

V. Dispositions relatives à l'exécution

11. Le programme sera exécuté par une grande variété de partenaires, chacun apportant des compétences spécifiques dans les domaines de la recherche et de la vulgarisation, de la production, de la commercialisation et de l'apport de valeur ajoutée, des politiques et de la sensibilisation du public. Les partenaires seront des organisations de développement, des associations d'agriculteurs, des commerçants, des agents de la transformation des produits alimentaires, des ONG, des institutions de recherche agricole locales et internationales, des organismes publics de vulgarisation et des médias.
12. Bioversity International sera l'agent d'exécution du programme global. La Fondation pour la recherche Swaminathan (MSSRF), l'Agence de recherche et de vulgarisation agricoles (AREA), la Fondation pour la recherche et la promotion des produits andins (PROINPA) et le Centre de recherche sur les ressources naturelles et l'environnement (CIRNMA) seront les agents d'exécution des activités conduites en Inde, au Yémen, en Bolivie et au Pérou, respectivement. Unità e Cooperazione per lo Sviluppo dei Popoli (UCODEP)/Movimondo exécutera la composante de tourisme rural. En ce qui concerne l'organisation des plates-formes des parties prenantes, le Forum mondial sur la recherche agronomique (GFAR) jouera un rôle clé. Les partenariats seront officialisés par une lettre d'accord entre Bioversity International et les partenaires du programme concernés.
13. Un comité de pilotage, composé de représentants du FIDA, de Bioversity International, de la Global Facilitation Unit for Underutilized species (GFU) appuyée par l'Allemagne, de MSSRF, d'AREA, de PROINPA, de CIRNMA, du GFAR et d'UCODEP/Movimondo se réunira une fois par an et sera responsable du suivi des activités du programme et de l'orientation de son exécution effective. Au FIDA, la supervision sera assurée par la Division consultative technique. Ni les coûts de la supervision ni ceux de la représentation du FIDA au comité de pilotage ne seront financés sur les ressources du don.

VI. Coûts indicatifs et financement du programme

14. Le montant total du budget du programme est estimé à 3 158 000 USD, dont 1 400 000 USD seront fournis au titre d'un don du FIDA.

Ventilation budgétaire du don du FIDA

En milliers de USD

Catégorie de dépense	FIDA	IPGRI	Autres partenaires	Total
Personnel	341 000	600 000	145 000	1 086 000
Services de consultants	30 000		10 000	40 000
Voyages	89 000		78 000	167 000
Contrats de recherche	435 000		505 000	940 000
Formation et bourses	30 000		95 000	125 000
Conférences et réunions	205 000		195 000	400 000
Matériel			100 000	100 000
Supervision	210 000			210 000
Publications	60 000		30 000	90 000
Total	1 400 000	600 000	1 158 000	3 158 000

15. Le programme sera cofinancé par une contribution en nature de Bioversity International, équivalant à 0,6 million de USD, et une contribution d'un montant de 1 158 000 USD environ d'autres donateurs, à savoir: i) le Programme sur les ressources génétiques à l'échelle du système du GCRAI, ii) Wageningen International, iii) le Centre international des cultures sous-utilisées, au Sri Lanka, iv) la GFU, v) la USA Congressional Mickey-Leyland Hunger Fellowship (États-Unis), vi) la Genetic Resources Policy Initiative, vii) les programmes de jeunes cadres associés de l'Italie et des Pays-Bas, et viii) plusieurs projets du FIDA.

Logical Framework

Focus	Expected Outputs	NARRATIVE SUMMARY		Indicators	Means of verification	Risks and Assumptions	
		Proposed Activities					
Area 1. Assessment and enhancement of income generation based on NUS	1.1	Robust data on economics of NUS and cost benefits of their cultivation and commercialization gathered	1.1	Assess economics of NUS, carry out cost benefit analyses in cultivation and commercialization and provide robust data in support of IFAD investment projects.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Availability and use of information for decision making by Stakeholders ■ Documented strategies for adding value 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published and unpublished reports ■ Surveys of production methods and practices 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Work of sufficient quality is undertaken and effective analyses can be supported ■ Added value products are identified ■ Marketing opportunities are maintained ■ Production improvements continue to be relevant in production situations ■ National and international economies support increased tourism
	1.2	Competitiveness of NUS/products in pilot sites achieved along with improved image, higher demand and more efficient markets	1.2	Increase supply and demand through improvement of image of NUS, enhanced food safety, quality certification, labelling, value addition strategies, novel products, better marketing and commercialization.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Changes in production practices ■ Reduced variation in production statistics 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Production statistics ■ Employment statistics 	
	1.3	Improved knowledge of agronomic requirements and sustainable agricultural production practices	1.3	Improve knowledge of agronomic requirements of NUS under different agro ecological conditions and using sustainable agricultural production practices.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Changes in crop choices by growers ■ Documented increase in numbers of rural poor employed in ecotourism linked to NUS 	<ul style="list-style-type: none"> ■ National records and registers of tourism enterprises 	
Area 2. Assessment of nutritional values of NUS and development of strategies for enhanced use of NUS in nutrition programmes	2.1	Nutritional values of target NUS assessed particularly in areas affected by malnutrition and hidden hunger	2.1	Assess nutritional values of target NUS in priority areas	<ul style="list-style-type: none"> ■ Availability and use of information for decision making by Stakeholders 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published and unpublished reports 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Genebanks are prepared to maintain materials supplied ■ Farmers maintain interest in target crops ■ Farmers and others are prepared to communicate traditional knowledge
	2.2	Current and potential impact of target species evaluated across priority groups and areas	2.2.	Evaluate impact of species on nutritional security across social groups and priority areas	<ul style="list-style-type: none"> ■ Documented strategies for enhancing nutritional security using NUS 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Surveys of production methods and practices 	
	2.3	Strategies for enhanced deployment of highly nutritious NUS developed and disseminated	2.3.	Recommend strategies for deployment of NUS to combat malnutrition/hidden hunger.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Changes in cultivation and use patterns of highly nutritious NUS 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Production statistics 	
Area 3. Enhancement of human and social capital to manage NUS and derive benefits from their use, combined with strengthening of local identity	3.1	Enhanced capacities of community members through courses/ workshops and other capacity-building initiatives	3.1	Community-based courses, transfer of technologies	<ul style="list-style-type: none"> ■ Availability of low-cost technologies 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published and unpublished reports 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Facilities for training can be mobilized ■ Farmers and communities can find time (and other resources) to participate ■ Trained personnel are retained by institutes
	3.2	Community-based value addition strategies established/ strengthened in pilot sites	3.2	Pilot studies for the establishment/ strengthening of pilot value addition strategies in communities	<ul style="list-style-type: none"> ■ Numbers of trained national staff and community participants 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Training statistics and personnel records 	
	3.3	NUS Curricula developed and promoted for building human capacities in the area of NUS	3.3	Establishment of global/regional training programme/s on NUS.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published information in reports and documents 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Review of published and unpublished documents 	
	3.4	SHG, CIALs and other CBOs	3.4	Establishment of Self Help Groups, CIALs, etc) to access financial, natural, physical and	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published information in reports and documents 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Published and 	

NARRATIVE SUMMARY					
Focus	Expected Outputs	Proposed Activities	Indicators	Means of verification	Risks and Assumptions
	established in pilot sites	human capital		unpublished reports	
	3.5 Methods and approaches for empowering women through NUS in target sites, particularly through their direct management of local food culture and related initiatives	3.5 Investigate role of NUS in women 's empowerment and develop strategy for enhancing these roles.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Documentation of methods ■ Number of Curricula developed 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Review of published and unpublished documents 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Trained national staff and community members apply knowledge gained
	3.6 People's self-esteem raised through community-based and/or regional/ national initiatives that would recognize contribution of local people as "NUS custodians" and " NUS champions"	3.6 Raise visibility of local people through a celebration and appreciation by civil society of their contribution in maintaining NUS.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Numbers of CBOs established in partner countries 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Greater participation of women and other marginalized people in community-base decision making processes as a result of the project intervention 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Research work of sufficient quality is undertaken
	3.7 Recipe books celebrating NUS/products in their diversity of tastes, flavours, cultural links;	3.7 Production of recipes books celebrating values, tastes, traditions and uniqueness of NUS contribution in maintaining cultural identities	<ul style="list-style-type: none"> ■ Adoption by countries of strategy for the empowerment of women through enhanced use of NUS 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mention of role of communities in media, documents, articles and other References of NUS in project documents dealing with rural tourism 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Social and cultural impediments to the participation of women in the project are overcome or do not arise
	3.8 Raised awareness of role of NUS in peoples' livelihood through educational material and other culturally-driven messages targeting younger generations.	3.8 Educating/raising awareness in younger generations on the value and uniqueness of NUS and the stewardship role played by women and elderly	<ul style="list-style-type: none"> ■ Recipe books on NUS; ■ Media material documenting role of community in maintaining NUS ■ Greater participation of women/ marginalized member of society in community- based decision making processes ■ Greater voice of communities in deciding over strategic issues regarding conservation and use of local biodiversity; 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Strategic development plans/ papers ■ Articles, minutes of multi-stakeholders meetings 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Research work of sufficient quality is undertaken; ■ Social and cultural impediments to the participation of women in the project are overcome or do not arise
Area 4. Exploring the role of rural tourism in promoting NUS	4.1 Better understanding of rural tourism in the maintenance of diversity in target countries/sites. Methodologies and approaches developed and disseminated for the management of tourism by local communities with a focus on safeguarding cultural identity and genetic diversity and improving livelihoods through NUS	4.1 Assess impact of rural tourism and identify procedures and best practices to ensure valorisation of local agro-biodiversity/NUS and associated IK through deployment of rural tourism in local development.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Increased number of NUS species used in rural tourism projects / promotional campaigns; ■ Number of NUS conserved through rural tourism enterprises in target sites; ■ Documented strategies for 	<ul style="list-style-type: none"> ■ References of NUS in project documents dealing with rural tourism; ■ Strategic development plans/ papers; ■ Articles, minutes of multi- 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Research work of sufficient quality is undertaken; ■ Social and cultural impediments to the participation of women in the project are overcome or do not arise;
		4.2 Inter-regional exchange of experience on best practices on pro-poor rural tourism through south-south and north- south			

Focus	NARRATIVE SUMMARY					
	Expected Outputs	Proposed Activities	Indicators	Means of verification	Risks and Assumptions	
Area 5. Improvement of availability, knowledge and maintenance of NUS resource base	4.2	Tangible outputs include methodologies to minimize risks and maximize associated benefits, manuals for community members, specific publications, etc. Non-tangible outputs include empowerment of community members through exchange of experiences, capacity building and other interventions, greater self esteem of partners, greater cooperation fostered among countries and institutions involved	4.3	cooperation Promotion of the knowledge and use of NUS in local and international markets (particularly in Italy)	promoting tourism through biodiversity/NUS; ■ Documented increase in numbers of rural poor employed in ecotourism linked to NUS	stakeholders meetings; ■ National and international economies support increased tourism;
	4.3	Fact sheets and various publications underscoring multiple values of NUS and their intimate links with local cultures and peoples' identity				
	5.1	Improved availability of germplasm and indigenous knowledge of target species for stop-gap measures	5.1	Survey and collection of NUS diversity and associated indigenous knowledge	■ Seed and planting material quality, quantity and availability	■ Surveys of material availability in participating communities ■ National and community participation is maintained
	5.2	Enhanced knowledge of high quality traits in target species and selection of best varieties	5.2	Assessment of high quality traits in gene pools of target species-participatory selection	■ Numbers of plant improvement activities	■ Yields and quality of products ■ Unforeseen environmental or other disasters do not occur
	5.3	Seed production systems strengthened and/or established for target species ensuring quality, regular supply and maintenance of genetic and cultural diversity of NUS in production and market systems	5.3	Strengthening of seed production systems to mobilize NUS germplasm of good quality and in regular supply and development of methods to support maintenance of genetic and culturally diverse NUS in production and market systems	■ Number of <i>ex situ</i> accessions and extent of on farm maintenance ■ Traditional knowledge maintenance systems (e.g. databases) in place in partner countries	■ Records and surveys of numbers of accessions held in gene banks and of areas involved in on farm conservation ■ Agricultural policies are not discriminatory ■ Materials are located
	5.4	Resource base of selected species and associated indigenous knowledge maintained through <i>in situ</i> and <i>ex situ</i> methods	5.4	Maintenance of genetic diversity/ indigenous knowledge in production systems/on farm and in <i>ex situ</i> facilities	■ Information held in databases or published	
Area 6. Promotion of better policies and legal frameworks for the sustainable and equitable use of NUS	6.1	Policy and legal framework identified and solutions for their improvement proposed to partners	6.1	Identify inappropriate policy /legal frameworks and advise on their improvement.	■ Strategies to improve policy and legal framework provided to partners	■ Published and unpublished reports ■ Policy-makers are accessible and receptive to public awareness initiatives
	6.2	Public awareness raised among policy makers on issues and options for improved policies and legal frameworks	6.2	Undertake public awareness actions among policy-makers through visible initiatives (e.g. follow up to Chennai April 2005 Consultation).	■ Increased interest of senior policy makers demonstrated through interventions in support of	■ Reports in press and radio ■ Discussions in policy making bodies

Focus	Expected Outputs	NARRATIVE SUMMARY		Indicators	Means of verification	Risks and Assumptions
			Proposed Activities			
				NUS		
Area 7. Promotion of cooperation in NUS management and awareness raising of the importance of NUS to livelihoods	7.1	Heightened awareness of the economic, social, nutritional and cultural importance of NUS among various stakeholders through TV, radio, workshops, demo gardens, fact sheets, etc.	7.5 Networking, building of synergy, promotion of experience sharing	<ul style="list-style-type: none"> ■ Identified networking arrangements in place ■ Operational networking and communication arrangements ■ Public awareness materials are produced and reach targets ■ Increased expressions of interest by extension workers and other project personnel 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Documented reports on policies ■ Network activities, communications, meeting documentation ■ Documentation of networking activities and meetings ■ Reports in press and radio ■ Discussions in policy making bodies ■ Documented reports on policies ■ Surveys and activities in development projects 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Participants are able to continue involvement ■ Resources for participation and additional operating costs are secured ■ Expertise from key sectors (economics, marketing etc.) is engaged ■ Participants interests are retained and sufficient support/time is available ■ Communication systems are operational ■ Interest of media is engaged
			7.2 Promote cooperation along supply/value chains.			
			7.3 Disseminate findings, approaches, methods and strategies.			
			7.4 Raise public awareness at different levels to promote greater deployment of NUS.			
	7.2	Dissemination of project deliverables beyond primary partners) and enhance value chains				
	7.3	Supply/value chain of target species enhanced through more effective links among actors				
	7.4	Strengthened networks involving players at various levels.				
Area 8. Mobilization of support and fund raising for NUS activities	8.1	Political support to promote greater use of NUS at local/municipal level as well as at regional and national levels gained through meetings, workshops and other initiatives (link to 6.2, 7.4)	8.1 Canvass political support.	<ul style="list-style-type: none"> ■ Policy-makers react to raised awareness with supportive legislation or policies ■ Institutional support obtained for NUS activities ■ Level of funding on NUS increased as a result of Project's intervention 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Reports in press and radio ■ Discussions in policy making bodies ■ Documented reports on policies ■ Surveys and activities in development projects 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Appropriate policy arenas exist
			8.2 Fund raising (develop concept notes and contact donors)			
	8.2	Concept notes, project proposals in support of NUS developed and approved by target donors				